

ARRÊTÉ n° 2026-DCAT-BEPE- 147

du **14 AVR 2026**

**mettant en demeure la société KLV Environnement, sise 14 route de Marimont
(57260) Bourgaltroff, de respecter certaines prescriptions pour l'exploitation de ses
installations situées sur le territoire de la commune de Bourgaltroff**

Le préfet de la Moselle,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du mérite,

- Vu** la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;
- Vu** le code de l'environnement notamment les articles L.171-8, R.515-59, R.515-71 et R.515-84 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** le décret du 7 octobre 2025 portant nomination de M. Jérôme Seguy, secrétaire-général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n°2025-A-101 du 27 octobre 2025 portant délégation de signature de M. Jérôme Seguy, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 2008-DDE/SAH-33 du 26 juin 2008 modifié autorisant la société KLV Environnement à exploiter une installation de stockage destinée à recevoir des déchets d'amiante liée à des matériaux inertes à Bourgaltroff ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-165 du 20 mai 2015 autorisant la société KLV Environnement, sise 14 route de Marimont à Bourgaltroff, sous réserve du respect des prescriptions définies dans le présent arrêté, à mettre en œuvre une solution alternative à l'évacuation des déchets non inertes illicitement enfouis sur son site de Bourgaltroff ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 2 mars 2026, établi suite à la visite d'inspection du 6 janvier 2026 ;
- Vu** l'absence d'observation de l'exploitant sur le rapport précité ;
- Vu** la transmission du dossier de réexamen IED et du rapport de base par la société KLV Environnement le 10 avril 2026, faisant suite au rapport précité du 2 mars 2026 dans lequel une mise en demeure est envisagée ;

Considérant par conséquent que l'exploitant est en conformité sur les 3 constats faisant l'objet d'une mise en demeure au regard des activités visées par la directives IED et que celle-ci peut-être abandonnée sur ces points ;

Considérant que l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 3.7.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2015 susvisé : *« Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, passent, avant rejet dans le milieu naturel, par des bassins de stockage étanches [...] »*.

À ce titre, le site est ceinturé de fossés des eaux de ruissellement internes dimensionnés pour assurer la collecte exhaustive de ces eaux et raccordés à ce bassin [...]. Les eaux collectées seront rejetées dans le fossé longeant la route départementale n° 28 située au Nord du site » ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 6 janvier 2026, il a été constaté :

- que seul le casier actuellement en exploitation est ceinturé de fossés reliés à un bassin de stockage étanche pour le ruissellement des eaux pluviales non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets ;
- que les eaux collectées dans le bassin de stockage des eaux pluviales ne sont pas rejetées dans le fossé longeant la route départementale n° 28 située au Nord du site, mais dans une canalisation enterrée traversant le site du nord vers le sud et se rejetant au sud dans un fossé ;
- que les eaux collectées dans le bassin de stockage ne se rejettent dans la canalisation enterrée qu'en cas d'atteinte du trop plein du bassin ;
- que le site est ceinturé d'un fossé longeant la RD 28. Les eaux pluviales de la partie nord du site ainsi que les eaux pluviales de la RD 28 transitent par ce fossé puis passent par la canalisation enterrée traversant le site du nord vers le sud et se rejetant au sud dans un fossé ;

Considérant dès lors que les prescriptions de l'article 3.7.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral du 20 mai 2015 susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, à savoir l'environnement et la santé ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement: *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;*

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société KLV Environnement, dont le siège social est situé route de Marimont à Bourgalstroff (57260), est mise en demeure de respecter, pour son site situé à Bourgalstroff :

- l'article 3.7.3 (partiel) de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP/BUPE-165 du 20 mai 2015 :
« Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, passent, avant rejet dans le milieu naturel, par des bassins de stockage étanches[...] ».

A ce titre, le site est ceinturé de fossés des eaux de ruissellement internes dimensionnés pour assurer

la collecte exhaustive de ces eaux et raccordés à ce bassin [...]. Les eaux collectées seront rejetées dans le fossé longeant la route départementale n° 28 située au Nord du site. [...] »

sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

En application de l'article R.171-1 du code de l'environnement, l'arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Sarrebourg – Château-Salins) pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 5 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société KLV Environnement et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Sarrebourg – Château-Salins et au maire de Bourgalstroff.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Jérôme Seguy